Pélerinage au Parlement

L’affaire d’Esztergom

Mme Éva Tétényi, maire indépendante d'Esztergom, élue au profit du controversé Tamás Meggyesi (Fidesz), estime que ces hongrois ont parfaitement compris le destin que le parti majoritaire veut assigner au pays.

Ils étaient 1000 selon les autorités, 3000 selon les manifestants et se sont rassemblés pour protester contre la nouvelle Constitution. La maire d'Esztergom, élue par une alliance improbable LMP-MDF-MSZP-Jobbik, s’est également jointe à la démonstration. Une semaine plus tôt, elle s'était rendue à Budapest à pied pour demander au gouvernement la dissolution du Conseil municipal et réclamer la tenue de nouvelles élections afin de sortir du marasme dans lequel est empêtré la ville. Depuis la victoire de cette dernière aux élections municipales du 3 octobre 2010, l'ancien maire Fidesz s'adonne à un sabotage en règle du travail municipal et à une attitude agressive envers les élus de la majorité. L'homme fait systématiquement obstruction à la majorité, y compris sur les questions budgétaires, qui sont essentielles dans une ville endettée comme Esztergom.

L'affaire, a priori locale, prend de l'envergure et est devenue, pour l'opposition nationale, le symbole de la bataille contre le gouvernement. Le 17 avril, les opposants au gouvernement ont tous considéré que la victoire écrasante d'une alliance contre le Fidesz à Esztergom - alliance ayant déjà eu lieu en 2010 - contre M. Meggyesi serait le début d'un long chemin menant à la défaite du Fidesz en 2014. Scandant le slogan « Assez, c'est assez!», ces hongrois masqués crient à la dictature, M. Meggyesi en serait l'avatar parfait. Pour eux, la Hongrie a déjà mis un

pied en dehors de la démocratie libérale, la nouvelle Constitution en serait la preuve flagrante. Ils entendent entamer un combat sans concession contre le gouvernement. En ce sens, le slogan de bon nombre d'habitants d'Esztergom est très évocateur : « Viktor, on t'attend! ».

Selon Mme Tétényi et les personnes qui la soutiennent, Esztergom est un laboratoire qui permet d’observer ce qui attend le pays, c'est-à-dire, selon elle, la volonté du Fidesz de mettre la main sur tout pouvoir. Les évènements locaux seraient donc le reflet de ce que l'on n'arrive pas encore à discerner au plan national. Que le Fidesz ne bénéficie pas d'autant de soutien qu'en avril 2010 est un fait, mais aussi une loi quasi-parfaite de la science politique. Il est donc normal que des oppositions voient le jour, mais faut-il pour autant y pressentir la fin de l'hégémonie du Fidesz? C'est moins sûr. Les tractations locales sont une chose, la politique nationale en est une autre. Vouloir faire d'une alliance locale, aussi large soit-elle, une force politique nationale est insensé si l'on a encore le droit de penser que la politique est une affaire de conceptions opposées.

Yann Caspar

-

Catégorie
Agenda Culturel